

Mme Lydie MARCHAIS RENOUX
Commissaire aux comptes

5 rue Jacques Brel
Immeuble Les Reflets, Bât A
44 800 Saint-Herblain

TRAJET

Association

Siège social : 3 Rue Robert Schuman
44 400 REZE

RCS NANTES 328 732 243

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

À l'Assemblée Générale,

| Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association TRAJET relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association TRAJET la fin de cet exercice.

| Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

| Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « CONTINUITE D'EXPLOITATION » de l'annexe des comptes annuels concernant la continuité d'exploitation.

| Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les Fonds Dédiés et subventions

La note « permanence des méthodes » de l'annexe aux comptes annuels expose les différents modes de comptabilisation des fonds dédiés qu'a perçu l'association.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

| Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

6

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

| Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association TRAJET ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

| Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Herblain, le 21 mai 2025,

Mme Lydie MARCHAIS RENOUX
SAS EFI-SCIENCES
Commissaire aux comptes



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation	1 033		835		198	23.73
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III	1 033		835		198	23.73
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	47 255		21 136		26 119	123.57
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV	47 255		21 136		26 119	123.57
2. Résultat financier (III-IV)	46 222		20 302		25 920	127.68
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	796 829		287 563		509 266	177.10
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion	43 916		50 628		6 712	13.26
Sur opérations en capital	177 867		116 198		61 668	53.07
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	46 571		56 567		9 997	17.67
Total V	268 353		223 393		44 960	20.13
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion	62 817		119 363		56 546	47.37
Sur opérations en capital	39 283		20 071		19 212	95.72
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			12 529		12 529	100.00
Total VI	102 100		151 963		49 863	32.81
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	166 253		71 430		94 823	132.75
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)	12 645 938		12 453 436		192 501	1.55
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	13 276 513		12 669 570		606 944	4.79
5. EXCEDENT OU DEFICIT	630 576		216 133		414 442	191.75

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations	255	285	30	10.53
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	1 651 623	1 727 214	75 590	4.38
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	8 233 017	8 081 381	151 636	1.88
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	6 947		6 947	
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	149 493	107 069	42 423	39.62
Utilisations des fonds dédiés	232 074	402 124	170 049	42.29
Autres produits	2 103 143	1 911 136	192 007	10.05
Total I	12 376 552	12 229 209	147 343	1.20
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	4 798 232	4 432 095	366 137	8.26
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	459 212	445 098	14 114	3.17
Salaires et traitements	5 006 439	4 984 005	22 434	0.45
Charges sociales	1 732 920	1 570 667	162 253	10.33
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	475 856	469 582	6 274	1.34
Dotations aux provisions	217 064	92 562	124 501	134.51
Reports en fonds dédiés	139 156	179 916	40 760	22.66
Autres charges	298 281	322 544	24 264	7.52
Total II	13 127 158	12 496 470	630 688	5.05
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	750 607	267 262	483 345	180.85

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires	20 974	20 974		
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires	20 116	20 116		
	Fonds propres complémentaires	148 777	148 777		
	Ecart de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 709 713	1 928 368	218 655	11.34
	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres	387	2 065	2 452	118.75
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	630 576	216 133	414 442	191.75
	Situation nette (sous total)	1 269 391	1 900 036	630 646	33.19
	Fonds propres consommables	506 294	587 066	80 772	13.76
	Subventions d'investissement	351 140	397 710	46 571	11.71
	Provisions réglementées				
	Total I	2 126 824	2 884 813	757 989	26.28
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés	407 608	500 526	92 918	18.56
	Total II	407 608	500 526	92 918	18.56
PROVISIONS	Provisions pour risques	285 329	229 227	56 102	24.47
	Provisions pour charges				
	Total III	285 329	229 227	56 102	24.47
DETTES (I)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	913 951	724 418	189 533	26.16
	Emprunts et dettes financières diverses	37 191	33 162	4 029	12.15
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	328 160	390 862	62 702	16.04
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	901 687	895 815	5 872	0.66
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 658	28 271	25 613	90.60
	Autres dettes	19 972	18 078	1 894	10.47
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance				
	Total IV	2 203 619	2 090 607	113 012	5.41
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 023 380	5 705 173	681 793	11.95

(1) Dont à plus d'un an 623 554 670 541
 Dont à moins d'un an 1 580 065 1 420 066
 (2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques 233 000

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	10 937	10 937	0	4 616	4 616	100.00
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	370 912	42 134	328 778	329 417	639	0.19
	Constructions	2 866 319	1 195 564	1 670 755	1 800 764	130 008	7.22
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	3 838 167	2 666 860	1 171 307	1 300 722	129 415	9.95
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes				8 733	8 733	100.00
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées	4 620		4 620	2 307	2 313	100.24
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	142 130		142 130	135 136	6 994	5.18
	Total I	7 233 085	3 915 495	3 317 591	3 581 694	264 104	7.37
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours	26 815		26 815	27 719	904	
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 202 445	134 950	1 067 496	674 916	392 580	58.17
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	525 769		525 769	453 226	72 543	16.01
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	58 969		58 969	941 335	882 365	93.74
	Charges constatées d'avance (2)	26 740		26 740	26 283	457	1.74
	Total II	1 840 739	134 950	1 705 789	2 123 479	417 690	19.67
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		9 073 824	4 050 445	5 023 380	5 705 173	681 793	11.95

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 5 023 379.69 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 12 376 551.68 Euros et dégageant un déficit de 630 575.61- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -



Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Continuité d'exploitation

Devant les déficits accumulés sur les deux dernières années, il existe à ce jour, d'une part, une incertitude financière quant au soutien de la banque au niveau du découvert autorisé et d'autre part, une incertitude sur le résultat opérationnel 2025. L'association envisage, pour combler le déficit structurel et maintenir le découvert bancaire, de prendre les mesures suivantes :

- La réduction du besoin de financement à court terme grâce à l'obtention de différés de paiement auprès des quatre principaux bailleurs sociaux. Montant concerné : 248 400 €, remboursables au cours des trois derniers mois de l'année, période durant laquelle l'association percevra la majorité de ses subventions.
- L'allègement du besoin de trésorerie à court terme par le report du paiement des cotisations patronales et de la taxe sur les salaires, pour un montant cumulé de 468 000 €.
- La sécurisation du financement de court terme via la transformation de l'autorisation

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

de découvert en une cession de créance Dailly, pour un montant de 1,3 million d'euros, couvrant les besoins de trésorerie immédiats.

- La mise en place d'un programme de réduction des charges, incluant :

- o la diminution du nombre de véhicules,
- o la renégociation des contrats de télécommunications et de réseau,
- o la baisse des coûts d'entretien des logements,
- o la réduction des frais bancaires,
- o la structuration de la politique d'achat.
- o Économie annuelle estimée : 283 000 €.

- La réduction des effectifs avec :

- o la suppression de 4 postes (1 chef de service et 3 travailleurs sociaux),
- o la réduction du temps de travail d'un poste de formation.
- o Économie annuelle estimée : 139 800 €

La direction de l'association pense que ces mesures accompagnées du maintien du découvert de la banque justifient le maintien du principe de continuité d'exploitation sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2024

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Pour rappel, depuis l'exercice 2020, l'application du Règlement 2018-06 entraîne les conséquences suivantes :

- pour les établissements soumis au CASF (CHRS et ses ateliers, CADA) : présentation des comptes annuels en application des articles 121-1 à 121-5 du Plan Comptable Général

- pour les autres établissements, il convient d'analyser pour chaque dispositif financé :

* risque de reprise de résultat par le financeur : l'excédent fait l'objet d'une dotation aux fonds dédiés de résultat, le déficit est neutralisé par une reprise sur ces mêmes fonds dédiés s'ils sont suffisants

* risque faible ou nul de reprise de résultat par le financeur : le résultat est présenté dans sa forme couramment admise par le Code du Commerce sans application de fonds dédiés de résultat, ni en dotation, ni en reprise.

Fonds dédiés :

Chaque subvention perçue est analysée pour savoir si elle a été consommée conformément à son objet. Si ce n'est pas le cas, une dotation en fonds dédiés pour objectif non atteint est passée dans les comptes. Sa reprise est constatée lorsque la consommation est réalisée.

Depuis l'exercice 2023, nous ne constatons plus de fonds dédiés relatifs à l'accompagnement de l'IML car le manque de ménages orientés par le SIAO et accompagnés ne nous est pas imputable et ne génère pas d'économie de charges.

Allocations Logement pour le CHRS :

Le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) publié par la DDETS pour 2024 exclut clairement l'encaissement d'allocations logement (AL et APL) pour les CHRS. A ce titre, nous avons neutralisé les prestations perçues en 2024 par la dotation d'une provision pour charge CAF de 59 512 euros.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024



- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	19 701		
TOTAL			
Terrains	370 912		
Constructions sur sol propre	2 805 412		
Constructions sur sol d'autrui	49 900		6 727
Installations générales agencements aménagements des constructions	4 281		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	900 740		49 196
Installations générales agencements aménagements divers	578 586		25 312
Matériel de transport	1 404 373		123 823
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	811 672		45 404
Avances et acomptes	8 733		
TOTAL	6 934 608		250 461
Autres participations	2 807		1 813
Prêts, autres immobilisations financières	135 136		22 799
TOTAL	137 943		24 612
TOTAL GENERAL	7 092 253		275 073

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles		8 764	10 937	10 937
TOTAL				
Terrains			370 912	370 912
Constructions sur sol propre			2 805 412	2 805 412
Constructions sur sol d'autrui			56 627	56 627
Installations générales agencements aménagements constr.			4 281	4 281
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		20 432	929 503	929 503
Installations générales agencements aménagements divers			603 898	603 898
Matériel de transport		73 906	1 454 290	1 454 290
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		6 599	850 476	850 476
Avances et acomptes		8 733		
TOTAL		109 670	7 075 398	7 075 398
Autres participations		0	4 620	4 620
Prêts, autres immobilisations financières		15 805	142 130	142 130
TOTAL		15 805	146 750	146 750
TOTAL GENERAL		134 240	7 233 085	7 233 085

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		15 085	3	4 151	10 937
Terrains		41 495	639		42 134
Constructions sur sol propre		1 044 844	131 837		1 176 681
Constructions sur sol d'autrui		11 052	4 752		15 803
Installations générales agencements aménagements constr.		2 933	147		3 080
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		686 759	74 041	15 183	745 617
Installations générales agencements aménagements divers		481 974	24 628		506 602
Matériel de transport		614 120	175 166	46 979	742 306
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		611 797	64 645	4 107	672 335
TOTAL		3 494 974	475 854	66 269	3 904 558
TOTAL GENERAL		3 510 058	475 857	70 420	3 915 495
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	3				
Terrains	639				
Constructions sur sol propre	131 837				
Constructions sur sol d'autrui	4 752				
Instal.générales agenc.aménag.constr.	147				
Instal.techniques matériel outillage indus.	74 041				
Instal.générales agenc.aménag.divers	24 628				
Matériel de transport	175 166				
Matériel de bureau informatique mobilier	64 645				
TOTAL	475 854				
TOTAL GENERAL	475 857				

Etat des provisions

Provisions réglementées	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Investissements	333 299		28 215		305 084
Autres provisions réglementées	64 411		18 355		46 056
TOTAL	397 710		46 570		351 140

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	229 227	62 999	66 410		225 817
Autres provisions pour risques et charges		59 512			59 512
TOTAL	229 227	122 511	66 410		285 329

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur autres immobilisations financières	500		500		
Sur comptes clients	108 591	94 552	68 194		134 950
TOTAL	109 091	94 552	68 694		134 950
TOTAL GENERAL	736 029	217 063	181 674		771 419
Dont dotations et reprises d'exploitation exceptionnelles		217 063	135 103		
			46 571		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	484	484	
Autres immobilisations financières	142 130	142 130	
Clients douteux ou litigieux	57 356	57 356	
Autres créances clients	1 145 090	1 145 090	
Personnel et comptes rattachés	765	765	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	32 116	32 116	
Taxe sur la valeur ajoutée	2 627	2 627	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	144 384	144 384	
Divers état et autres collectivités publiques	315 451	315 451	
Débiteurs divers	27 982	27 982	
Charges constatées d'avance	26 740	26 740	
TOTAL	1 895 124	1 895 124	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	243 410	243 410		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	670 541	46 987	201 822	421 732
Emprunts et dettes financières divers	37 191	37 191		
Fournisseurs et comptes rattachés	328 160	328 160		
Personnel et comptes rattachés	355 779	355 779		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	499 980	499 980		
Taxe sur la valeur ajoutée	6 634	6 634		
Autres impôts taxes et assimilés	39 295	39 295		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 658	2 658		
Autres dettes	19 915	19 915		
TOTAL	2 203 562	1 580 008	201 822	421 732
Emprunts remboursés en cours d'exercice	50 086			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 25 ans
Agencements des terrains	Linéaire	5 à 10 ans
Logiciels	Linéaire	5 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Mobilier	Linéaire	8 à 10 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	770 000
Total	770 000

- Promesse d'hypothèque prise sur le bâtiment du 3 rue Robert Schuman (Rezé) pour 270 000 euros
- Promesse d'hypothèque prise sur le bâtiment du 5 rue Julian Grimau (St Herblain) pour 500 000 euros

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Une provision IFC (Indemnités de Fin de Carrière) est calculée depuis des années. Cette provision est calculée dans le cadre légal et conventionnel des départs volontaires à la retraite.

Nous intégrons dans le calcul les charges patronales à hauteur d'un taux moyen de :

- non-cadres : 53%
- cadres : 57%

Le passif social calculé au 31/12/2024 s'établit ainsi :

- salariés financés sur les dispositifs CHRS et CADA (pris en charge jusqu'à maintenant par la DDETS) : 73 679 euros
- salariés financés sur les autres dispositifs (pris en charge par aucun financeur jusqu'à maintenant) : 225 817 euros
- ensemble des salariés : 299 496 euros

La provision IFC constatée au bilan (225 817 euros) couvre 100% du passif social concernant les salariés dont le départ en retraite n'est financé par aucun financeur.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Compte tenu des variations d'effectifs, les comptes sont impactés ainsi :

- reprise de provision pour 66 410 euros.
- dotation à la provision : 63 000 euros
- économie nette figurant au compte de résultat : 3 410 euros

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
à partir de 60 ans	CHRS / AAVA / CADA	795
entre 55 et 59 ans	CHRS / AAVA / CADA	17 534
entre 50 et 54 ans	CHRS / AAVA / CADA	17 875
entre 40 et 49 ans	CHRS / AAVA / CADA	25 148
entre 18 et 39 ans	CHRS / AAVA / CADA	12 327
à partir de 60 ans	AUTRES DISPOSITIFS	58 514
entre 55 et 59 ans	AUTRES DISPOSITIFS	78 470
entre 50 et 54 ans	AUTRES DISPOSITIFS	23 334
entre 40 et 49 ans	AUTRES DISPOSITIFS	36 555
entre 18 et 39 ans	AUTRES DISPOSITIFS	28 944
Engagement total		299 496

Hypothèses de calculs retenues

La provision est calculée ainsi :

- la base de salaire retenue correspond au salaire brut de l'exercice
- la future indemnité de retraite est calculée en fonction des droits auxquels le salarié aura droit à l'âge de 64 ans.
- la provision est calculée en appliquant à l'indemnité ci-dessus un taux d'actualisation annuelle de 3,30%
- les tables de mortalité en vigueur sont appliquées
- une très faible rotation des effectifs est appliquée

	Dirigeants	Autres	Provisions
Indemnités de départ à la retraite et indemnités pour personnel en activité		299 496	225 817